

Comment juger les révolutionnaires.

Il est toujours permis à l'historien d'opposer des hypothèses au destin. Il lui est permis de dire : Voici les fautes des hommes, voici les fautes des partis et d'imaginer que, sans ces fautes, les événements auraient eu un autre cours. J'ai dit quels furent surtout, depuis le 31 mai, les services immenses de Robespierre, organisant le pouvoir révolutionnaire, sauvant la France de la guerre civile, de l'anarchie et de la défaite. J'ai dit aussi comment, après l'écrasement de l'hébertisme et du dantonisme, il fut frappé de doute, d'aveuglement et de vertige.

Mais, ce qu'il ne faut jamais oublier quand on juge ces hommes, c'est que le problème qui leur était imposé par la destinée était formidable et sans doute « au-dessus des forces humaines ». Peut-être n'était-il pas possible à une seule génération d'abattre l'Ancien Régime, de créer un droit nouveau, de

susciter des profondeurs de l'ignorance, de la pauvreté et de la misère un peuple éclairé et fier, de lutter contre le monde coalisé des tyrans et des esclaves, de tendre et d'exaspérer dans ce combat toutes les passions et toutes les forces et d'assurer en même temps l'évolution du pays enfiévré et surmené vers l'ordre normal de la liberté réglée. Il a fallu un siècle à la France de la Révolution, d'innombrables épreuves, des rechutes de monarchie, des réveils de république, des invasions, des démembrements, des coups d'État, des guerres civiles pour arriver enfin à l'organisation de la République, à l'établissement de la liberté égale par le suffrage universel. Les grands ouvriers de révolution et de démocratie, qui travaillèrent et combattirent il y a plus d'un siècle, ne nous sont pas comptables d'une œuvre qui ne pouvait s'accomplir que par plusieurs générations. Les juger comme s'ils devaient clore le drame, comme si l'histoire n'allait pas continuer après eux, c'est un enfantillage tout ensemble et une injustice. Leur œuvre est nécessairement limitée ; mais elle est grande. Ils ont affirmé l'idée de la démocratie dans toute son ampleur. Ils ont donné au monde le premier exemple d'un grand pays se gouvernant et se sauvant avec la force du peuple tout entier. Ils ont donné à la Révolution le magnifique prestige de l'idée et le prestige nécessaire de la victoire ; et ils ont donné à la France et au monde un si prodigieux élan vers la liberté que, malgré la réaction et les éclipses, le droit nouveau a pris définitivement possession de l'histoire.

Démocratie et socialisme.

Ce droit nouveau, le socialisme le revendique et s'y appuie. Il est au plus haut degré un parti de démocratie, puisqu'il veut organiser la souveraineté de tous dans l'ordre économique comme dans l'ordre politique. Et, c'est sur le droit de la personne humaine qu'il fonde la société nouvelle, puisqu'il veut donner à toute personne les moyens concrets de développement qui seuls lui permettront de se réaliser tout entière.

C'est en pleine lutte que j'ai écrit cette longue histoire de la Révolution jusqu'au 9 thermidor : lutte contre les ennemis du socialisme, de la République et de la démocratie¹ ; lutte entre les socialistes eux-mêmes sur la meilleure méthode d'action et de combat². Et plus j'avais dans mon travail sous les feux croisés de cette bataille, plus s'animait ma conviction que la démocratie est, pour le prolétariat, une grande conquête.

Elle est tout ensemble un moyen d'action décisif et une forme type selon laquelle les rapports économiques doivent s'ordonner comme les rapports politiques. De là, la joie passionnée avec laquelle j'ai noté l'ardente coulée de socialisme qui sortait comme d'une fournaise de la Révolution et de la démocratie.

Nous sommes, en un grand sens, au sens où l'entendait Babeuf évoquant Robespierre, le parti de la démocratie et de la Révolution. Mais nous n'avons pas immobilisé et glacé celle-ci. Nous ne prétendons pas figer la société humaine dans les formules économiques et sociales qui prévalurent de 1789 à

1. Lutte contre les nationalistes au temps de l'affaire Dreyfus. — (Note d'A. MATHIEZ).

2. Lutte provoquée par l'entrée de Millebrand dans le cabinet Waldeck-Rousseau. — (Note d'A. MATHIEZ.)

1795 et qui répondaient à des conditions de vie et de production aujourd'hui abolies. Trop souvent les partis démocratiques bourgeois se bornent à recueillir, au pied du volcan, quelques fragments de lave refroidie, à ramasser un peu de cendre éteinte autour de la fournaise. C'est dans des moules nouveaux que doit être coulé l'ardent métal.

Le problème de la propriété ne se pose plus, ne peut plus se poser comme en 1789 ou en 1793. La propriété individuelle pouvait apparaître alors comme une forme et une garantie de la personnalité humaine. Avec la grande industrie capitaliste, l'association sociale des producteurs, la propriété commune et collective des grands moyens de travail est devenue la condition de l'universel affranchissement. Et, pour arracher la Révolution et la démocratie à ce qu'il y a de suranné maintenant et de rétrograde dans les conceptions bourgeoises, une forte action de classe du prolétariat organisé est nécessaire.

De classe et non pas de secte, car c'est toute la vie que le prolétariat doit organiser, et il ne peut organiser la démocratie et la vie qu'en s'y mêlant. Grande et libre action sous la discipline d'un clair idéal. Politique de démocratie et politique de classe, voilà les deux termes nullement contradictoires entre lesquels se meut la force prolétarienne, et que l'histoire confondra un jour dans l'unité de la démocratie sociale.

Ainsi le socialisme se rattache à la Révolution sans s'y enchaîner. Et c'est pourquoi nous avons suivi d'un esprit libre et d'un cœur fervent les héroïques efforts de la démocratie révolutionnaire.

Je passe aux mains de nos amis le flambeau dont tant de vents d'orage ont déjà agité la flamme, et qui s'est à demi dévoré lui-même en éclairant le monde tragiquement. Flamme tourmentée, mais immortelle, que despotisme et contre-révolution s'acharneront à éteindre, et qui, toujours ranimée, s'élargira en une ardente espérance socialiste. Maintenant, c'est dans la trouble atmosphère de Thermidor que va se débattre la clarté de la Révolution.

Notes complémentaires.

Mouvement populaire et Gouvernement révolutionnaire (2 juin 1793 - 9 thermidor an II)

Tout à l'étude de la lutte des factions, Jaurès ne semble pas avoir prêté une attention suffisante au problème des rapports du mouvement populaire et du Gouvernement révolutionnaire, de l'été 1793 à juillet 1794. Comme tous les historiens de la Révolution, Jaurès a insisté sur le rôle des masses populaires urbaines, particulièrement du peuple de Paris : la Révolution est en grande partie son œuvre. Il ne semble pas cependant qu'il l'ait situé à sa juste place.

I

La sans-culotterie a fourni à la bourgeoisie révolutionnaire la masse de manœuvre nécessaire pour abattre l'Ancien Régime et vaincre la contre-révolution et la coalition. Il n'en demeure pas moins qu'elle constituait un élément social qui, sur bien des points, était en opposition avec la bourgeoisie. Elle ne pouvait dévier le sens général de la Révolution, elle n'en a pas moins poursuivi ses objectifs propres, souvent en alliance avec la bourgeoisie, parfois en opposition. La sans-culotterie, comme la paysannerie, tendait par-delà la ruine de l'aristocratie vers des buts qui n'étaient pas exactement ceux de la classe révolutionnaire dirigeante. De même qu'il existe dans le cadre de la Révolution un courant paysan autonome, de même s'y

est développé un courant sans-culotte spécifique.

Il faut en rechercher les origines dans la position du monde artisanal et boutiquier au sein de la société d'Ancien Régime, dans cette crise de l'économie française sur laquelle les travaux d'E. Labrousse ont jeté une lumière nouvelle, dans l'aggravation des conditions d'existence des masses populaires parisiennes bien avant 1789. Tout autant que par le complot aristocratique, les sans-culottes ont été mis en mouvement par la crise des subsistances. Spécifique par ses origines, ce courant populaire l'est encore par ses procédés et par ses organisations politiques : assemblées générales des sections parisiennes où les sans-culottes règnent seuls en l'an II, et plus encore

les sociétés sectionnaires de nouvelle fondation de l'automne 1793. Spécifique et autonome enfin quant à ses crises : ainsi celle de l'été 1793 qui aboutit aux journées parisiennes des 4 et 5 septembre 1793, qualifiées par Albert Mathiez de *poussée hébertiste*, de manifestation *spécifiquement ouvrière* par Daniel Guérin, et qui ne furent que des journées sans-culottes, suivies plutôt que guidées par Hébert, Chaumette et la Commune de Paris. Ces journées sont sans rapport exact et étroit avec la marche générale de la Révolution : les sans-culottes réclamaient la taxation des denrées et la réglementation de leur commerce, que la bourgeoisie jacobine ne leur accorda, le 29 septembre 1793, que contrainte et forcée.

Ainsi s'éclaire en dernière analyse le caractère spécifique des tendances de la sans-culotterie. Attachée à la taxation et à la réglementation qui caractérisaient l'ancien système de production et d'échange, elle demeurait hostile, dans sa majorité, à l'état d'esprit de la bourgeoisie qui peupla les assemblées et les administrations et qui n'eut de cesse qu'elle n'ait instauré la liberté favorable à ses entreprises. La mentalité des sans-culottes parisiens était en son principe identique à celle des paysans acharnés à défendre, face aux progrès de l'agriculture capitaliste et de l'individualisme agraire, leurs communautés rurales et les droits collectifs qui assuraient leur existence. Par-delà le conflit du Tiers État et de l'aristocratie féodale, deux Frances s'affrontaient : celle des artisans et des compagnons, des boutiquiers, des petits paysans, celle des grands fermiers, des maîtres du négoce et des chefs d'entreprise.

Les antagonismes sociaux se doublaient cependant d'oppositions politiques. Le mouvement populaire depuis 1789 tendait à la décentralisation et à l'autonomie locale : tendance lointaine, profonde, longtemps comprimée par l'impérieuse nécessité d'un pouvoir monarchique fort et qui se libéra sous la Révolution. Peu soucieux de la mentalité populaire, Tocqueville ne l'a pas décelée :

elle fût venue à l'encontre de la thèse essentielle de son livre qui ramène tout le cours de l'Ancien Régime à la centralisation. La contre-révolution et la guerre la rendirent à nouveau nécessaire. Au printemps 1793, la logique de la défense révolutionnaire et nationale ressouda l'unité de ce qui subsistait du Tiers révolutionnaire : elle seule pouvait assurer le salut public. Le mouvement populaire imposa le Gouvernement révolutionnaire, la levée en masse, la Terreur, l'économie dirigée qui devait nourrir les villes et pourvoir les armées. Mais la bourgeoisie qui, dès les débuts, avait tenu les rênes de la Révolution et qui les tenait encore, entendait, en la personne des Montagnards, en conserver la direction. Les sans-culottes se contenteraient-ils d'obéir ? Le Gouvernement révolutionnaire avait été créé pour faire la guerre aux frontières et achever au-dedans la ruine de l'aristocratie. Mais, l'ayant installé au pouvoir, les sans-culottes supporteraient-ils le poids d'un gouvernement fort et centralisé ? Le conflit devait s'aggraver de la différence de mentalité et de comportement politiques : les sans-culottes pouvaient-ils avoir de la démocratie et de la dictature révolutionnaire la même conception que la bourgeoisie ?

Ainsi se compliqua le jeu des luttes sociales et politiques. L'histoire des « grandes tragédies du Paris révolutionnaire », pour reprendre l'expression de Michelet, se développa sur plusieurs plans : celui de la Convention et de ses Comités de gouvernement, de la Commune aussi, histoire « vue d'en haut », dans le mouvement général de la Révolution ; mais aussi celui des sections parisiennes, de leurs assemblées générales, de leurs comités révolutionnaires, de leurs sociétés sectionnaires, histoire « vue d'en bas », dans le courant populaire de la Révolution. De l'un à l'autre, les interférences furent multiples ; elles posèrent, en 1793-1794, deux séries de problèmes. Un problème d'ordre politique : comment concilier le comportement propre aux sans-culottes avec les exigences de la défense révolutionnaire et les nécessités de

la défense nationale ? Autrement dit, comment résoudre le problème des rapports de la démocratie populaire et du Gouvernement révolutionnaire. Un problème d'ordre social : comment concilier les aspirations et les revendications économiques des sans-culottes avec les exigences de la bourgeoisie qui demeurait l'élément dirigeant de la Révolution. Autrement dit, comment résoudre le problème des rapports des masses populaires et des classes dirigeantes.

II

Le 9 thermidor constitue en dernière analyse un épisode tragique du conflit des classes au sein de l'ancien Tiers-État. Mais, pour le situer à sa juste place, on ne peut oublier que la Révolution fut essentiellement une lutte entre l'ensemble du Tiers État et l'aristocratie européenne. Dans cette lutte, la bourgeoisie tenait la haute main : il ne pouvait en être autrement. Le Gouvernement révolutionnaire, réalisé par l'union de la bourgeoisie montagnarde et de la sans-culotterie parisienne, avait pour raison d'être la défense de la Révolution contre l'aristocratie au-dedans et au-dehors. Que la Révolution mit la bourgeoisie à la tête du pays et que les Montagnards n'y vissent rien à reprendre, cela va de soi. Uniquement tendus vers la victoire, les Montagnards et particulièrement les Robespierriens comprenaient que le Tiers État devait rester uni comme en 1789. De là, leur alliance avec les sans-culottes : elle seule rendit possible l'instauration du Gouvernement révolutionnaire au cours de l'été 1793. De là aussi, jusqu'au printemps 1794, la position d'arbitre de ce gouvernement : il s'agissait de répartir au mieux les sacrifices nécessaires et de réfréner la résistance bourgeoise et le mouvement populaire tout à la fois s'ils menaçaient la politique de défense nationale. Il s'agissait de faire la guerre.

Sur l'essentiel, haine de l'aristocratie

Ce n'est pas ici le lieu d'écrire à nouveau cette histoire des rapports du mouvement populaire et du Gouvernement révolutionnaire en l'an II. Il importe seulement de souligner les antagonismes politiques et sociaux qui, finalement, les opposèrent, les contradictions qui minèrent le mouvement populaire, contradictions et antagonismes qui, plus encore que la lutte des factions, ouvrirent le chemin de Thermidor et menèrent le Gouvernement révolutionnaire à sa ruine.

et volonté de victoire, les sans-culottes parisiens étaient d'accord avec la bourgeoisie révolutionnaire. Et ils en restèrent toujours là : au 13 vendémiaire an IV et au 18 fructidor an V, étouffant leur légitime rancune, un certain nombre d'entre eux aidèrent encore la bourgeoisie thermidorienne, puis directoriale, à écraser la contre-révolution. L'opposition se manifesta cependant rapidement entre Gouvernement révolutionnaire et sans-culotterie parisienne. Si elle naquit des conséquences de la guerre, elle n'en traduisait pas moins les tendances irréductibles de deux catégories sociales différentes et souvent antagonistes.

Sur le plan politique, la guerre exigeait un gouvernement autoritaire, et les sans-culottes en eurent bien conscience puisqu'ils ont contribué à sa création et à sa consolidation. Mais de la sorte, la guerre et ses exigences entrèrent en contradiction avec la démocratie que Montagnards et sans-culottes invoquaient également. Cependant, la démocratie, telle que les sans-culottes la pratiquaient, tendait spontanément au gouvernement direct dont l'exercice parut incompatible avec la conduite d'une grande guerre nationale. Les sans-culottes avaient réclamé un gouvernement fort qui écraserait l'aristocratie ; ils ne s'étaient pas avisés que pour vaincre, ce gouvernement serait obligé de les contraindre à obéir et de les mettre au pas.

Leur idéal politique, confusément précisé dans les luttes révolutionnaires, portait d'autre part les sans-culottes non vers la démocratie libérale représentative telle que la concevait la bourgeoisie, mais vers la démocratie populaire directe. Le contrôle des élus, le droit pour le peuple de révoquer leur mandat, certains procédés comme le vote à haute voix ou par acclamations : autant de traits qui marquèrent que les militants sectionnaires n'entendaient pas se contenter d'une démocratie formelle. Leur lutte tendait à donner un contenu à ce qui n'était à l'origine qu'une idée ; ils concevaient la République comme une démocratie en action. Pour les plus conscients, la liberté n'était pas donnée une fois pour toutes, mais devait se conquérir chaque jour ; la liberté devenait libération, l'égalité, conquête sociale ; ainsi se réaliserait « le bonheur commun » que tous assignaient comme but à la société. Plus qu'opposition de circonstances, il y avait en ce domaine contradiction fondamentale entre bourgeoisie montagnarde ou jacobine et sans-culotterie parisienne, entre militants sectionnaires et Gouvernement révolutionnaire.

Sur le plan économique et social, la contradiction n'en était pas moins insurmontable. Robespierre et bien d'autres Montagnards ont toujours affirmé qu'on ne gouverne pas en temps de guerre comme en temps de paix : assertion valable non seulement du point de vue politique, mais aussi du point de vue économique. L'opposition d'intérêts entre les possédants qui acceptaient de le soutenir, et les salariés qui l'avaient aidé à l'instituer, exigeaient que le Gouvernement révolutionnaire, ayant besoin des uns et des autres, prit une position d'arbitre.

Les hommes du Comité de salut public étaient adeptes de l'économie libérale. Ils ne s'engagèrent pas de gaieté de cœur dans la voie de l'économie dirigée. Ils ne s'y sont résignés que parce qu'ils ne pouvaient se passer de la taxation et de la réquisition pour diriger une grande guerre nationale : ils concurent ces

moyens comme de simples expédients, et jusqu'à la victoire seulement. Pour démocratique et populaire qu'elle fût devenue, la révolution qu'ils dirigeaient demeurerait une révolution bourgeoise. De ce point de vue, il eût été absurde de taxer les produits sans taxer les salaires qui entraient dans les prix de revient ; la nécessité s'imposait au gouvernement de maintenir un certain équilibre entre les chefs d'entreprise, dont ils ne pouvaient se passer, et les salariés.

L'économie dirigée était encore nécessaire afin d'éviter l'effondrement de la monnaie. Le gouvernement ne pouvait songer à une épuration monétaire en pleine guerre. Pour soutenir l'assignat et lui conserver une certaine valeur en dépit de l'inflation inévitable, il fallait maintenir le maximum des salaires aussi bien que celui des produits. Si le gouvernement tolérait l'augmentation des salaires, il lui fallait augmenter aussi les prix des fournitures pour la défense nationale et des fabrications de guerre, du moment qu'il n'entendait pas toucher à la propriété privée ni au profit : hypothèse historiquement absurde s'agissant d'une révolution bourgeoise. Le Comité de salut public n'acceptait la taxation qu'afin de pourvoir à la défense nationale financée par l'État, sans déclencher le *cycle infernal* entre les prix et profits et les salaires, qui eût à son tour déchaîné une inflation effrénée : l'assignat eût été ruiné et le gouvernement emporté.

Cette politique supposait le maintien de l'alliance des Montagnards et des sans-culottes. Or elle heurtait la bourgeoisie, même jacobine, parce qu'elle supprimait la liberté économique et restreignait le profit. Du moins, la bourgeoisie jacobine tenait-elle à la défense révolutionnaire et acceptait-elle la dictature des Comités. Mais, sauf pour les fabrications de guerre payées par l'État et pour les grains et fourrages réquisitionnés chez les paysans, artisans et boutiquiers, même jacobins, éludèrent le maximum : le conflit était inévitable avec les salariés.

Les salariés, souffrant de l'inflation et

de l'insuffisance du ravitaillement, s'attachaient, comme sous l'Ancien Régime, essentiellement au rapport des salaires et des prix. En imposant la réquisition et la taxation, ils ne pensaient pas seulement à la défense nationale : ils songeaient bien plus à leur propre subsistance. Les travailleurs étaient par ailleurs naturellement portés à tirer parti de la rareté relative de la main-d'œuvre, pour augmenter les salaires sans tenir compte des prix. De l'automne au printemps de l'an II, les sans-culottes étant maîtres de Paris ou, tout au moins, redoutés de la Convention, ils purent enlever des augmentations de salaires : contrairement à la loi, la Commune « hébertiste » ne les taxa pas. L'assignat en fut menacé, tandis que s'affirmait le mécontentement de la bourgeoisie : le gouvernement intervint.

A partir de germinal, le Gouvernement révolutionnaire entreprit de redresser la situation des entreprises dont le profit tendait à se réduire, prises qu'elles étaient entre la taxe et l'augmentation illégale des salaires. De nombreux arrêtés du Comité de salut public accordèrent des augmentations de prix par rapport aux tableaux du maximum de ventôse ; cela, malgré la loi. Ces augmentations n'auraient eu aucun effet si les salaires avaient continué de s'accroître. De là, l'arrêté de la Commune « robespierriste » du 5 thermidor (23 juillet 1794), qui ne concernait cependant que les salaires parisiens. Mais dès prairial, le Comité avait provoqué, en vue de la moisson, une intervention des districts à l'encontre des salaires exigés par les ouvriers agricoles. Ce faisant, cependant, la Commune revenait sur des avantages acquis par les salariés et paraissait à leurs yeux se départir de la position médiatrice qui avait été jusque là celle du gouvernement. L'économie dirigée de l'an II ne reposait pas sur une base de classe, elle était en porte-à-faux : après le 9 thermidor, l'édifice s'écroula.

Il va de soi que, dans cette société de structure bourgeoise, l'arbitrage du Comité devait profiter aux possédants, non

aux salariés, les premiers éludant la taxation pour autant qu'ils produisaient pour les consommateurs privés. Sans doute, les Robespierriens y auraient mis bon ordre s'ils l'avaient pu. Les artisans et les commerçants eussent sans doute moins rançonné les consommateurs si les matières premières avaient moins manqué dans les ateliers et les denrées dans les boutiques, assurant ainsi par un débit plus important un bénéfice jugé suffisant. Compagnons et journaliers avaient, d'autre part, toujours soutenu que, pour respecter leur droit à l'existence, les prix devaient rester en rapport avec les salaires : ils se seraient sans doute résignés au maximum des salaires, si seulement ils eussent été sûrs d'obtenir le nécessaire.

Mais les moyens manquaient au Gouvernement révolutionnaire pour mettre en harmonie l'offre et la demande des marchandises et des denrées de première nécessité. Les conditions de la production et des transports ne pouvaient y suffire, alors que la concentration capitaliste, la rationalisation et la mécanisation du travail ne les avaient pas encore modernisées. Le gouvernement se heurtait aux structures économiques de l'époque ; la guerre aggravait encore les conditions du ravitaillement. L'économie dirigée de l'an II rencontrait pour l'approvisionnement en bétail et en produits de ferme des difficultés insurmontables. Et n'était-il pas nécessaire de ménager le paysan ? Même pour les grains, l'insuffisance des moyens de transport constituait un obstacle, et tout autant l'absence de concentration de la meunerie que le capitalisme devait depuis réaliser.

Le Gouvernement révolutionnaire se borna donc à garantir l'approvisionnement en pain de la population parisienne, sans aller jusqu'à l'institution d'une carte nationale. Quant au reste, il s'en rapporta aux autorités locales et aux consommateurs pour obliger producteurs et commerçants à les pourvoir en observant le maximum. La réquisition demeura strictement réservée au profit des armées. Les sans-culottes parisiens n'y trouvant pas leur compte exigèrent des augmen-

tations de salaires et recoururent à la grève ; les Comités la leur interdirent, comme l'avait toujours fait l'Ancien Régime. Ainsi, entre le Gouvernement révolutionnaire et le mouvement popu-

laire qui l'avait porté au pouvoir, l'économie artisanale incapable de s'adapter aux exigences d'une grande guerre nationale, introduisait une contradiction insurmontable.

III

Tout autant que les antagonismes entre Gouvernement révolutionnaire et mouvement populaire, les contradictions propres à la sans-culotterie parisienne portaient à la ruine le système de l'an II.

Il y avait contradiction sociale entre Jacobins recrutés essentiellement dans les rangs de la bourgeoisie, petite, moyenne et même grande, et sans-culottes, si l'on admet comme Pétion, que ces derniers ne comprenaient que des journaliers et des compagnons de métiers. Mais on ne peut identifier sans-culottes et salariés, bien que ceux-ci en aient constitué l'élément le plus nombreux. La réalité était plus complexe. La sans-culotterie ne constituait pas une classe, ni le mouvement populaire un parti de classe. Artisans et boutiquiers, compagnons et journaliers formèrent avec une minorité bourgeoise, une coalition qui déploya contre l'aristocratie une force irrésistible. Mais à l'intérieur même de cette coalition, l'opposition s'affirmait entre ceux qui, artisans et boutiquiers, jouissaient du profit qu'ils tiraient de la propriété privée des moyens de production, et ceux qui, compagnons et journaliers, ne disposaient que d'un salaire.

L'application du maximum fit éclater la contradiction. Artisans et boutiquiers estimaient juste que l'on contraignît les paysans à pourvoir les citadins ; mais ils s'indignèrent bientôt d'être assujettis eux aussi au maximum. Les compagnons ne furent pas en reste. La levée en masse et la guerre civile en raréfiant la main-d'œuvre poussaient à la hausse des salaires ; puisque les producteurs et les intermédiaires ne respectaient pas la taxation, pourquoi les salariés se seraient-ils offerts en victimes ? Les nécessités de

la lutte révolutionnaire avaient soudé l'unité de la sans-culotterie parisienne et repoussé, un moment à l'arrière-plan, les conflits d'intérêts qui mettaient aux prises ses divers éléments : il était exclu qu'elle les supprimât.

Des traits de mentalité sociale compliquaient encore le jeu des intérêts et des oppositions. Les contradictions de la sans-culotterie ne s'identifiaient pas exactement avec celles que l'on discerne entre possédants et producteurs d'une part, salariés de l'autre. Parmi ces derniers on comptait, en particulier, des hommes appartenant au personnel de maîtrise, des employés, des enseignants, qui, à raison de leur mode de vie, se regardaient comme des bourgeois et n'entendaient pas se confondre avec le *bas peuple*, même s'ils en épousaient la cause. D'autre part, bien des bourgeois proprement dits se paraient du titre de sans-culottes et agissaient comme tels.

De recrutement hétérogène, les sans-culottes ne pouvaient donc se sentir une conscience de classe. S'ils se montraient généralement hostiles au nouveau mode de production, ce n'était pas pour les mêmes motifs. L'artisan redoutait par-dessus tout de se voir ramené au salariat ; le compagnon exérait l'accapareur qui lui renchérissait la vie. A s'en tenir aux seuls compagnons, il serait anachronique de leur attribuer une conscience de classe ; leur mentalité était bien plutôt façonnée par l'artisanat. La concentration capitaliste n'avait pas encore provoqué, en les concentrant dans l'usine et autour d'elle, ce rapprochement si favorable à l'éveil de la solidarité de classe et à la contagion mentale qui en assure l'essor.

Toutefois, si aucune conscience de classe ne se décèle dans les rangs de la sans-culotterie, on ne peut nier l'existence d'un certain sens de classe parmi les salariés. Soumis à leurs maîtres, ils se comprenaient comme un groupe particulier, se distinguant non seulement par le travail manuel et leur rang dans la production, mais encore par le vêtement, la nourriture, le logement surtout, les plaisirs et les mœurs. Par le manque d'instruction aussi, dont les privilégiés de la naissance et de la fortune se réservaient le monopole ; il engendrait dans les rangs populaires un complexe d'infériorité et parfois d'impuissance. Les militants sans-culottes s'opposaient souvent aux *hommes à talent* ; mais ils ambitionnèrent de les égaier afin de maîtriser leur destin.

Formée d'éléments divers, ne constituant pas une classe et donc dépourvue de toute conscience unitaire, la sans-culotterie parisienne manqua toujours d'un instrument efficace d'action politique, malgré quelques tentatives timides de coordination : elle n'eut jamais un parti strictement discipliné, et pour cela reposant sur un recrutement de classe et une sévère épuration. Le même trait caractérisait sans doute le Gouvernement révolutionnaire : les Jacobins non plus ne formaient pas une classe. Tout le régime de l'an II reposait sur une conception spiritualiste des rapports sociaux et de la démocratie politique. De là sa faiblesse. Les conséquences en furent particulièrement sévères pour le mouvement populaire.

Si de nombreux militants firent effort pour discipliner les assemblées générales

et les sociétés populaires, dans bien des sections les dirigeants aggravèrent le mal en se disputant le pouvoir, parfois en abusant quand ils le détenaient. Quant à la masse, à part la haine de l'aristocratie et les moyens sommaires qu'elle envisageait contre elle, le massacre en particulier, elle ne paraît pas avoir été douée d'un grand sens politique. Elle attendait des avantages de la Révolution. Elle réclama le maximum, moins pour défendre l'assignat et garantir les fabrications de guerre, que parce qu'elle espérait de la taxation et de la réglementation le maintien de ses conditions d'existence. Quand elle se rendit compte qu'à beaucoup d'égards l'économie dirigée n'aboutissait pas, elle s'en détourna pour revendiquer à nouveau. Les sans-culottes parisiens auraient-ils renoncé à exiger des augmentations de salaires, si (hypothèse absurde) possédants et producteurs avaient respecté le maximum de manière à ne pas accroître le profit jugé raisonnable par le Gouvernement révolutionnaire ? Rien n'est moins sûr. La guerre exigeait des sacrifices : c'en était un de ne pas profiter des circonstances qu'elle engendrait pour accroître ses avantages personnels.

Le 9 thermidor fut bien en ce sens une journée de dupes pour les sans-culottes. Mécontents du maximum, ils n'ont pas senti la menace que sa disparition ferait peser sur eux. « F... le maximum ! » Dix mois plus tard, exténués par la cherté et la disette, mesurant enfin ce qu'ils avaient perdu, ils réclamèrent le retour à l'économie dirigée et s'insurgèrent une dernière fois pour être définitivement écrasés et balayés de la scène de l'histoire

IV

Les contradictions internes de la sans-culotterie ne sont pas seules en cause. La dégénérescence du mouvement populaire était inscrite dans la marche dialectique de l'histoire elle-même. Les sourdes attaques des Comités et le renforcement

constant du Gouvernement révolutionnaire, le drame de germinal et la désaffection qui en résulta, ne peuvent expliquer à eux seuls l'affaiblissement du mouvement populaire. Il devait nécessairement s'apaiser : en se développant, puis en

trionphant, il développa des facteurs qui, finalement, contribuèrent à sa ruine.

Pour une raison d'ordre biologique en premier lieu. La plupart des militants sectionnaires étaient debout depuis le 14 juillet 1789, ils avaient participé à toutes les insurrections. Depuis le 10 août, leur activité militante s'était intensifiée. L'enthousiasme et l'excitation des grandes journées entraînaient une fatigue nerveuse que vint relayer, après la victoire, l'usure quotidienne de la vie militante. Cinq années de luttes révolutionnaires usèrent le personnel sectionnaire qui encadrait le mouvement populaire. A cette lassitude physique qui amena à diverses reprises les dirigeants de la Révolution à se retirer un moment de la scène politique, ainsi Robespierre en messidor, les militants de la base toujours sur la brèche ne pouvaient échapper. Robespierre l'avait dit : la guerre se prolongeant, « le peuple se lasse ». Le mouvement populaire y perdit de sa vigueur et de son mordant.

Pour une raison d'ordre psychologique et de circonstance aussi. L'arrêt de l'invasion, la fin de la guerre civile, la victoire enfin firent apparaître la tension comme superflue. Ces raisons valaient pour le peuple comme pour la bourgeoisie, bien que cette dernière ait eu d'autres raisons : la fin de la Terreur n'était pas son seul motif, celle de l'économie dirigée ne lui tenait pas moins à cœur, et le rétablissement du gouvernement et de l'administration aux mains des notables. Le peuple aspirait à jouir du fruit de ses efforts. On ne peut interpréter autrement l'ouverture en messidor d'un registre par la section de la Montagne pour y inscrire les nouvelles adhésions à la Constitution de juin 1793 : elle symbolisait aux yeux des militants la démocratie sociale ; ils n'avaient cessé de réclamer l'organisation du droit à l'assistance, du droit à l'instruction. Quant à la masse, elle revendiquait surtout son droit à l'existence. La victoire enfin certaine, c'était sinon l'abondance, du moins le ravitaillement plus facile, le pain quotidien assuré. La victoire démobilisait le mouvement populaire.

Par l'effet de l'effort de guerre, la sans-culotterie parisienne s'était affaiblie de mois en mois. La levée des 300 000 hommes, le recrutement pour la Vendée, puis contre l'Eure, la levée en masse, la formation de l'Armée révolutionnaire avaient enlevé à la vie militante une notable partie des patriotes : les plus jeunes, les plus portés à l'action, souvent les plus conscients et les plus enthousiastes pour qui la défense de la patrie était le premier devoir civique. Il serait important, pour mesurer l'évolution de la vitalité du mouvement populaire, de chiffrer exactement la ponction en hommes des divers enrôlements. Si l'étude d'ensemble se révèle impossible, du moins certains documents donnent une idée de cette perte de forces vives qu'éprouvèrent en 1793 les sections parisiennes. Section des Piques, ci-devant Place-Vendôme, où 3 540 votants, âgés de 21 ans et plus furent recensés en l'an II, 233 volontaires s'enrôlèrent pour la Vendée du 3 au 17 mai 1793 seulement : essentiellement des sans-culottes dans la vigueur de l'âge. Le 17 juillet 1793, la section du Finistère, ci-devant des Gobelins, signalait que sa force armée se composait de douze compagnies, « mais tellement épuisées par les citoyens enrôlés, tant dans la troupe de ligne que dans les volontaires, qu'il ne reste que 942 hommes de 18 à 40 ans » : or cette section comptait environ 12 000 habitants, 3 783 votants de plus de 21 ans y furent recensés en l'an II. L'état par sections des hommes en état de porter les armes illustre, en juillet 1793, ce fléchissement de vitalité des forces sectionnaires : les hommes de plus de 50 ans, parfois de plus de 60, constituaient une part importante des effectifs. Sur les 3 231 hommes de la section de Quatre-Vingt-Douze, ci-devant de la Bibliothèque, 767 (23,7 %) avaient plus de 50 ans. Section des Arcis, les compagnies groupaient 2 896 hommes, « dont il faudrait retrancher le quart », composé d'hommes de plus de 60 ans. Par l'effet des enrôlements, le mouvement populaire fut atteint de vieillissement : on en

conçoit les conséquences irrémédiables sur l'enthousiasme révolutionnaire et l'ardeur combative des masses parisiennes.

Par l'effet du succès populaire enfin, la sans-culotterie parisienne vit fondre ses cadres. Bien des militants sectionnaires, sans être mus par la seule ambition, considérèrent l'obtention d'une place comme la récompense légitime de leur activité militante. La solidité du mouvement populaire était d'ailleurs à ce prix ; la satisfaction des intérêts personnels coïncidait ici avec les nécessités de l'épuration. Mais, en pareil cas, du succès naît un nouveau conformisme. L'exemple des commissaires révolutionnaires illustra cette évolution. Ils furent à l'origine l'élément le plus combatif du personnel politique sectionnaire. Issus des couches les plus populaires de la sans-culotterie, il était nécessaire, pour le succès même de la Révolution, qu'ils fussent salariés. La crainte de perdre l'avantage acquis, tout autant que le renforcement du Gouvernement révolutionnaire, fit bientôt d'eux des instruments dociles aux mains du pouvoir. Tout au cours de l'an II, bien des militants se transformèrent ainsi en employés. Ce

processus découlait nécessairement, non seulement de l'évolution interne de la sans-culotterie parisienne, mais encore du renforcement de la lutte des classes à l'intérieur et sur les frontières. Les éléments les plus conscients, les plus actifs, parmi les sans-culottes accédèrent ainsi à l'appareil d'État. L'activité politique des organisations sectionnaires s'en trouva freinée d'autant, compte tenu des exigences accrues de la défense nationale. En même temps, s'affaiblissait la démocratie au sein des sections : le processus de bureaucratisation entraîna graduellement la paralysie de l'esprit critique et de l'activité politique des masses. Il en résulta enfin un fléchissement du contrôle populaire sur l'appareil du Gouvernement révolutionnaire, dont les tendances autoritaires se renforcèrent d'autant. Cette sclérose bureaucratique priva la sans-culotterie parisienne d'une bonne partie de ses cadres.

Ces diverses considérations, qui peuvent valoir pour bien d'autres circonstances que celles de l'an II, rendent compte de l'affaiblissement du mouvement populaire : il précipita sa ruine.

V

On ne peut cependant dresser un bilan négatif du mouvement populaire en l'an II. Sans doute, il lui était impossible d'atteindre ses buts propres : cette république populaire et égalitaire à laquelle aspiraient confusément les sans-culottes. Les circonstances de l'époque et ses propres contradictions l'en empêchaient. Le mouvement populaire n'en a pas moins contribué à faire avancer l'histoire par l'aide décisive qu'il a apportée à la révolution bourgeoise.

Sans la sans-culotterie parisienne, celle-ci ne l'eût pas emporté de manière aussi radicale. De 1789 à l'an II, les sans-culottes ont constitué l'instrument efficace de la lutte révolutionnaire et de la défense nationale. Le mouvement popu-

laire a permis, au cours de l'été 1793, l'instauration du Gouvernement révolutionnaire et par suite la défaite de la contre-révolution à l'intérieur, de la coalition à l'extérieur. Les Thermidoriens profitèrent de la victoire. S'ils ne surent pas en tirer profit, c'est que l'abandon de l'économie dirigée et la démoralisation des troupes démunies de tout paralysèrent l'armée et laissèrent à l'ennemi le temps de préparer de nouvelles campagnes. On mesure d'autant mieux, à ce contraste, l'œuvre du Gouvernement révolutionnaire et le rôle du mouvement populaire en l'an II.

Si l'on élargit la perspective, son action dans l'histoire n'apparaît pas moindre. Le triomphe du mouvement

populaire, dans l'été 1793, a entraîné la mise de la Terreur à l'ordre du jour : ses terribles coups achevèrent la destruction de l'ancienne société. La haute bourgeoisie d'ancien régime, liée dans une large mesure au système social et politique de l'aristocratie féodale, ne fut pas épargnée. La sans-culotterie artisanale et boutiquière, formée dans ses éléments dirigeants de petits producteurs indépendants, constitua en l'an II l'instrument le plus efficace dans la lutte pour la destruction des anciens modes de production et des rapports sociaux traditionnels. Thermidor entraîna bien une réaction sociale et politique : à cette date, la Terreur avait déblayé le champ pour le développement de la société nouvelle.

Quant aux sans-culottes eux-mêmes, l'évolution économique accéléra, au XIX^e siècle, leur différenciation. Parmi les petits et moyens producteurs indépendants qui avaient formé les cadres du mouvement populaire en l'an II, les uns réussirent et, par la concentration, s'élevèrent dans l'échelle sociale ; les autres furent éliminés et allèrent grossir les rangs du salariat ; d'autres encore demeurèrent attachés à l'artisanat et à la boutique. La liberté économique accéléra la

concentration des entreprises, transformant les conditions matérielles de la vie sociale, mais altérant en même temps la structure traditionnelle des classes populaires. Du sort qui risquait d'être le leur (car, pour un artisan qui s'éleva à l'industrie, combien échouèrent ?), artisans et compagnons avaient le pressentiment, sachant ceux-ci que la machine augmentait les risques de chômage, ceux-là que la concentration capitaliste entraînait la fermeture de leurs ateliers et les transformait en salariés. Tout au cours du XIX^e siècle, artisans et boutiquiers se cramponnèrent à leur condition. Il serait intéressant à ce titre de préciser la part qui, des journées de juin 1848 à la Commune de 1871, revient soit au prolétariat proprement dit, soit aux catégories populaires de type traditionnel : on mesurerait ainsi la dégénérescence de celles-ci à mesure que triomphait le capitalisme industriel, tout en soulignant l'une des causes de faiblesse des tentatives révolutionnaires du XIX^e siècle.

Ainsi se marque encore, par leurs ultimes conséquences, le caractère dramatique des luttes de classe en l'an II, et se précisent en même temps les traits originaux de notre histoire nationale contemporaine.

Bibliographie.

Il n'existe pas d'ouvrage d'ensemble sur la période de la Révolution française qui va de la chute des Girondins (2 juin 1793) à celle des Robespierriens, le 9 thermidor an II (27 juillet 1794). On se reportera donc aux histoires générales, essentiellement à celle de G. LEFEBVRE, *La Révolution française* (Paris, 1951, coll. « Peuples et civilisations » ; 3^e édition, 1963, avec mise à jour bibliographique par A. SOBOUL). Sur le problème fondamental, tout au cours de la période, des rapports du mouvement populaire et du

Gouvernement révolutionnaire, voir les positions contradictoires de D. GUÉRIN, *La lutte de classes en France sous la Première République. Bourgeois et « bras nus ». 1793-1797* (Paris, 1946 ; 2^e édition, 1968), et d'A. SOBOUL, *Les sans-culottes parisiens en l'an II. Mouvement populaire et Gouvernement révolutionnaire. 2 juin 1793-9 thermidor an II* (Paris, 1958 ; 2^e édition 1962 ; édition abrégée sous le titre *Les sans-culottes*, Paris, 1968, coll. « Politique » ; voir ci-dessus la Note complémentaire).

I. — Montagnards, modérés et sans-culottes (juin-juillet 1793).

1. Les mesures montagnardes de conciliation.

Sur la Constitution de 1793, A. AULARD, *Histoire politique de la Révolution française. Origines et développement de la Démocratie et de la République. 1789-1804*. (Paris, 1901), II^e partie, chap. IV ; A. MATHIEZ, « La Constitution de 1793 », *Annales historiques de la Révolution française*, 1928, pp. 498-521 ; M. FRIDIEFF, *Les origines du référendum dans la Constitution de 1793* (Paris, 1931) ; F. GABY, *Le*

notion de constitution dans les projets de 1793 (Paris, 1932) ; J. GODECHOT, *Les institutions de la France sous la Révolution et l'Empire* (Paris, 1951 ; 2^e édition, 1968), livre III, chap. I.

2. L'assaut de la contre-révolution.

Sur la révolte fédéraliste, pour une vue d'ensemble, H. WALLON, *La révolution du 31 mai et le fédéralisme en 1793*, t. II (Paris, 1886). Voir surtout les études régionales ou locales : C. RIFFATERRE, *Le*